

la loi du 31 juillet et de l'arrêté royal du 7 août 1854, et indiquant le prix moyen du froment et du seigle pendant la deuxième semaine du mois de mars 1859. (Bull. offic., n. XV.)

MARCHÉS RÉGULATEURS.	FROMENT.		SEIGLE.	
	Quant. vend.	Prix moyen. Fr. c.	Quant. vend.	Prix moyen Fr. c.
Arlon,	430	19 53	21	13 47
Anvers,	103	24 28	156	12 76
Bruges,	383	22 55	275	11 21
Bruxelles,	2,580	23 98	177	13 41
Gand,	1,660	23 31	375	11 48
Hasselt,	500	21 75	1,724	13 20
Liège,	100	20 75	100	14 49
Louvain,	2,550	24 07	825	12 58
Namur,	351	22 77	256	14 05
Mons,	1,020	25 47	510	11 22
Totaux. . . . .	9,677		4,419	
Prix moyen. . . . .		23 39		12 66

*Nota.* Il résulte des dispositions, combinées ensemble, des lois du 31 juillet 1854 et du 3 janvier 1839, ainsi que de l'état ci-dessus : 1<sup>o</sup> Que les grains et farines de froment et de seigle sont désormais, et jusqu'au 15 juillet 1839 exclusivement, admis à l'entrée du royaume à un simple droit de balance de 50 centimes par 1000 kilog.; 2<sup>o</sup> Que les grains et farines de froment continuent d'être prohibés à la sortie; 3<sup>o</sup> Que les grains et farines de seigle sont admis, à la sortie, à un droit de 25 cent. par 1000 kilog.; 4<sup>o</sup> Que les pommes de terre et leurs farines sont prohibées à la sortie.

44. — 30 MARS 1859. — *Loi qui ouvre des crédits supplémentaires aux budgets de l'intérieur de 1837 et 1858.* (Bulletin officiel, n. XVI.) (1).

Léopold, etc. Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert un crédit supplémentaire de soixante-douze mille trois cent quatre-vingt-quatre francs au budget du département de l'intérieur, pour l'exercice de 1858, imputable sur les chapitres et articles ci-après désignés :

(1) Présentation à la chambre des représentants le 16 janvier. — *Monit.* du 23. — Rapport par M. Heptia le 21 mars. — Adoption sans discussion le même jour. — *Monit.* du 22.

Rapport au sénat par M. le comte de Renesse le 25 mars. — *Monit.* du 26. — Adoption sans discussion le 27 à l'unanimité des 35 membres présents. — *Monit.* du 30.

(2) Présentation à la chambre des représentants

CHAPITRE IV.

*Instruction publique.*

Art. 1<sup>er</sup>. Frais des jurys d'examen pour les grades académiques, fr. 10,800

CHAPITRE V.

*Cultes.*

Art. 2. Culte protestant, 784  
Art. 4. Secours, 22,000

CHAPITRE VI.

*Industrie, commerce, agriculture.*

Art. 1<sup>er</sup>. Encouragement à l'industrie et au commerce, frais de rédaction et de publication de la statistique industrielle et commerciale, 25,000

CHAPITRE VII.

Art. 1<sup>er</sup>. Lettres, sciences et arts, 15,800

Total, fr. 72,584

Art. 2. Il est ouvert un autre crédit supplémentaire de cinq cent soixante-deux francs trente-quatre centimes, à l'article 1<sup>er</sup> du chapitre VII du budget de 1837.

Art. 3. Il est annulé au budget du département de l'intérieur, pour l'exercice de 1858, une somme de vingt-cinq mille francs, répartie comme suit :

CHAPITRE IV.

*Instruction publique.*

Art. 4 fr. 8,000

CHAPITRE VII.

Art. 5. 17,000

Total, fr. 25,000

Mandons et ordonnons, etc.

45. — 30 MARS 1859. — *Loi relative aux droits d'entrée, de sortie et de transit des os.* (Bull. offic., n. XVI.) (2).

Léopold, etc. Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

le 6 mars 1859. — *Monit.* du 7. — Rapport par M. Zoude. — *Monit.* du 20 mars. — Adoption sans discussion le 20 mars par 60 voix contre une. — *Monit.* du 21.

Rapport au sénat par M. Van Muijsen le 23 mars. — *Monit.* du 24. — Adoption sans discussion le 27 mars par les 52 membres qui ont pris part au vote. — *Monit.* du 30.

« La loi sur la sortie des os, trois fois tem-

Art. 1<sup>er</sup>. La loi du 27 mai 1837 (1), relative aux droits d'entrée, de sortie et de transit sur les os, est remise en vigueur, et continuera d'avoir son effet jusqu'à disposition contraire.

Art. 2. La présente loi sera obligatoire le troisième jour après sa promulgation.

Mandons et ordonnons, etc.

avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Article unique. Par modification au tarif des douanes, le droit de sortie sur les poils de lapin et de lièvre est fixé à 12 francs par 100 kilogrammes.

Mandons et ordonnons, etc.

46. — 30 MARS 1839. — *Loi relative au droit de sortie sur les poils de lapin et de lièvre.* (Bull. offic., n. XVI.) (2).

Léopold, etc. Nous avons, de commun accord

47. — 4 AVRIL 1839. — *Loi concernant la réexportation des grains étrangers entreposés.* (Bull. offic., n. XVI.) (3).

Léopold, etc. Nous avons, de commun accord

poraire, vient de subir la dernière épreuve à laquelle vous l'avez soumise sans qu'aucune réclamation ait été adressée ni au gouvernement ni à la chambre. — Cette absence de plaintes étant l'indice de sa bonté, votre commission, d'accord avec le gouvernement, estime que cette loi a acquis enfin le droit de fixité; en conséquence elle a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du projet qui vous est présenté par M. le ministre. — En vous faisant cette proposition, la commission croit devoir dire à la chambre, attendu que l'intérêt du trésor réclame un vote immédiat de la loi, que la dernière qui avait élevé le droit de 5 à 30 fr., a cessé d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier, ce qui occasionne dans les revenus de l'État une perte mensuelle assez importante.»

— Rapport de M. Zoude.

(1) N<sup>o</sup> 126.

(2) Présentation à la chambre des représentants le 5 décembre 1838. — *Monit.* du 19 janvier 1839. — Rapport par M. Zoude le 20. — *Monit.* du 21. — Adoption sans discussion à l'unanimité des 55 membres présents le 18 janvier. — *Monit.* du 20.

Rapport au sénat par M. Van Muysen le 27 mars. — Adoption sans discussion à l'unanimité des 33 membres présents le 27 mars. — *Moniteur* du 30.

« Il paraît nécessaire et opportun de faire disparaître de notre tarif de douane une espèce d'anomalie qu'il contient au sujet du droit de sortie sur les poils coupés de lapin et de lièvre qui sont employés dans la chapellerie.

« En effet, aujourd'hui les peaux de lapin et de lièvre, brutes, que le pays produit en abondance, ne payent à la sortie qu'un droit à la valeur de six pour cent, tandis que les poils coupés, provenant de ces peaux, et qui forment un article de fabrication qui donne lieu à plusieurs genres de main-d'œuvre, sont assujettis à un droit de sortie de 101 fr. 58 c. les 100 kil., qui représente un droit de 8 pour cent à la valeur, les poils coupés étant comptés au prix moyen de 1,200 fr. les 100 kil. Cette tarification a donc pour résultat de favoriser spécialement l'exportation des peaux brutes, matière première des couperies, au grand détriment de ces dernières.

« Il paraît que, dans le temps, ces droits avaient été établis de la sorte dans le but de favoriser la chapellerie, qui craignait de ne pouvoir se procurer dans le pays les quantités de poils coupés

nécessaires à la fabrication des feutres. Mais, dans les circonstances actuelles, ces droits ne peuvent désormais qu'être nuisibles aux couperies sans être d'aucune utilité pour les fabricants de chapeaux. En effet, une réduction quelconque du droit de sortie sur les poils de lapin ne peut léser les intérêts des fabricants de chapeaux, puisque le droit d'entrée sur cet article n'est que de 16 francs les 100 kil., ou un peu plus de 1 et demi pour cent de la valeur. Il est à observer d'ailleurs que dans l'état actuel des choses, et depuis l'usage si général des chapeaux de soie, les fabricants de chapeaux du pays ne sauraient employer tous les produits des couperies, dont il conviendrait par conséquent de ne pas empêcher l'écoulement à l'étranger. Aussi les principaux fabricants de chapeaux ont-ils déclaré, dans une pièce qui a été adressée au gouvernement, que la réduction du droit de sortie sur les poils coupés ne pouvait leur nuire en aucune façon.

« Ce sont ces considérations, messieurs, qui ont été appréciées par presque toutes les chambres de commerce du pays, ainsi que vous le remarquerez par leurs avis, que je dépose sur le bureau de la chambre, et qui ont porté le gouvernement à juger qu'il était convenable de remplacer le droit de sortie actuel sur les poils de lapin et de lièvre, qui est de 101 fr. 58 c., par 100 kil., par un droit de 12 fr. par 100 kil., représentant une proportion d'environ 1 pour cent à la valeur. Le tarif continuera d'ailleurs à subsister pour ce qui concerne le droit d'entrée.

« Il a paru convenable d'établir un droit uniforme sur les poils de lapin et sur ceux de lièvre, à cause de la difficulté de les reconnaître et des manipulations qui sont nécessaires pour établir cette distinction avec exactitude. » — Exposé de motifs.

(3) Présentation à la chambre des représentants le 6 mars 1839. — *Monit.* du 7. — Rapport par M. Delanghe le 20 mars. — *Monit.* du 21. — Adoption sans discussion à l'unanimité des 57 membres présents le 21 mars. — *Monit.* du 22.

Rapport au sénat par M. Engler le 26 mars. — *Mon.* du 29. — Adoption sans discussion le 27 à l'unanimité des 52 membres présents. — *Monit.* du 50.

« L'art. 2 de la loi du 31 juillet 1834 porte, qu'en cas de prohibition à la sortie, les grains existants alors en entrepôt seront admis à en sortir pour être réexportés par mer ou en transit,